

QUESTIONNAIRE EAU SECOURS 31 (LO)

QUESTION 1 :

Approuvez-vous le vote du conseil de Métropole du 13 décembre 2018, attribuant la délégation de service public de l'eau à Veolia et celle de l'assainissement à Suez, sur le territoire de la Métropole ?

OUI

NON

Pourquoi ? **Cf réponse à la question 6**

QUESTION 2 :

Quatre élus sortants de la Métropole, avec le soutien des associations regroupées dans notre Collectif, estimant que l'étude de la Régie n'a pas été menée de façon équitable par rapport aux offres de Veolia et Suez, ont porté plainte au TA. Pensez-vous que leur démarche est justifiée ?

OUI

NON

Pourquoi ? **Cf réponse à la question 6**

QUESTION 3 :

Alors que les dernières factures arrivées début 2020 sur Toulouse font apparaître un tarif autour de 4€ / m³, pensez-vous que le tarif annoncé pour 2020 par Veolia et Suez de 2,95€/m³ montre que Veolia (ex CGE) qui a géré pendant 30 ans l'eau et l'assainissement sur Toulouse, a dû réaliser des bénéfices très importants sur le dos des usagers domestiques ?

OUI

NON

Pourquoi ? **Cf réponse à la question 6**

QUESTION 4 :

Si vous êtes élu.e au conseil de Métropole, êtes-vous prêt.e à engager une action immédiate visant à rompre les contrats avec Veolia et Suez ?

OUI

NON

Pouquoi ? **Cf réponse à la question 6**

QUESTION 5 :

Les compteurs d'eau viennent d'être renouvelés et ont été remplacés par des compteurs de radio relève (voir note en fin de page). Ces compteurs sont neufs ou très récents. Le contrat de DSP prévoit leur remplacement par des compteurs de télé-releve. Approuvez-vous ce choix ?

OUI

NON

Pourquoi ? **Cf réponse à la question 6**

QUESTION 6 :

Nous revendiquons **un juste prix de l'eau** qui doit répondre à plusieurs exigences : la qualité de l'eau, un bon entretien du réseau, une solidarité à l'égard des plus démunis (premiers m³ gratuits, tarification progressive), un programme d'économies de la consommation,... Quelle sera votre action pour répondre à ces exigences ?

Je vous remercie de m'interroger sur les revendications qui sont les vôtres et que je partage.

Les groupes capitalistes de l'eau tels Véolia ou Suez rackettent les communes et les considèrent comme des vaches à lait. Une régie publique de l'eau permettrait certainement à la population de payer des ta-

rifs plus bas, mais cela ne suffirait pas à mettre fin au racket de Véolia, car par exemple pour certaines expertises et missions qui nécessitent de gros investissements ou une main d'œuvre qualifiée, la ville de Toulouse ferait appel à ces grands trust de l'eau, qui comme on peut s'en douter, facturent très cher ces services.

C'est pourquoi, s'il y avait des élus Lutte Ouvrière dans la municipalité, nous nous prononcerions pour une régie municipale de l'eau, mais aussi pour obliger Véolia et Suez à faire les travaux nécessaires sans chercher à s'engraisser sur le dos des usagers. Ce ne serait que justice, puisqu'il s'agit d'un service public, d'intérêt général. Je suis bien consciente que pour y parvenir il faudrait la mobilisation des travailleurs et de la population, car ces décisions, si elle étaient prises par une municipalité aux mains des travailleurs seraient sans aucun doute invalidées par le préfet. Cela occasionnerait une campagne politique pour dénoncer le rôle de l'État, de ses lois, de sa justice, au service des capitalistes et pour démontrer que c'est le pouvoir des travailleurs qu'il faut imposer. Une telle municipalité ferait de la Mairie une école de lutte de la population contre le grand patronat et l'État à son service.

Au-delà de vos revendications spécifiques que je soutiens toutes, il y a les restrictions et économies pour les services au public qui dépendent de la municipalité (écoles, transports). Elles sont essentiellement dues à une politique qui vide les caisses publiques pour alimenter les trésoreries des grandes entreprises (Veolia, Suez) mais aussi les bétonneurs (Vinci). Et s'ajoutent à cela les aides directes ou indirectes aux entreprises au prétexte de faciliter leur installation.

Et puis, il y a les attaques des partis au pouvoir soutenus par leurs représentants locaux, contre les services publics utiles à la population (dans la santé, dans l'éducation, comme dans les services municipaux). Il y a les attaques contre les chômeurs, contre les retraites, contre les pauvres. Elles s'ajoutent aux attaques du grand patronat qui représente le vrai pouvoir dans cette société. Précarité, licenciements, dégradation des conditions de travail et de salaire, c'est le lot de la classe ouvrière.

C'est dire que l'accumulation de toutes ces attaques justifie amplement les réactions récentes de larges franges de la population travailleuse : des gilets jaunes à la grève des cheminots et agents RATP, en passant par les salariés de l'éducation ou d'EDF. Et cette contestation n'est pas finie et en prépare d'autres, nous en sommes convaincus.

C'est justement pour faire entendre le camp des travailleurs que nous nous présentons à cette élection municipale. Même en minorité dans un conseil municipal, des élus de Lutte ouvrière pourraient être les yeux et les oreilles des classes populaires. Ils se feraient les porte-parole de leurs intérêts contre ceux des riches, des actionnaires des entreprises.

Face aux représentants locaux des partis qui soutiennent ou veulent replâtrer ce système capitaliste, notre objectif c'est de regrouper le camp des travailleurs qui ne se résignent pas à subir la dictature du grand patronat et de ses gouvernements, et qui ne croient pas au père Noël électoral... pour changer la vie.